

France : La position de PEPS sur les élections européennes

mardi 21 mai 2024, par [PEPS](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mai 2024).

1. Les élections européennes seront en France un nouveau moment d'affrontement avec le Macronisme et son monde et avec les néo fascistes du RN et de Reconquête. Ces élections européennes devraient être l'occasion de tirer les leçons des crises politiques majeures qui se sont succédé en Europe depuis la précédente consultation : La guerre coloniale russe en Ukraine et le massacre des Palestiniens, les crises migratoires, sanitaires, sociales et bioclimatiques. Ces élections, soixante-dix-neuf ans après la fin de la deuxième guerre mondiale et la défaite du fascisme et du nazisme, seront surtout marquées, - presque partout en Europe, par la montée de l'extrême droite.

Ces forces s'enracinent dans la société, formant de vrais mouvements populaires de masse, racistes et xénophobes, dont l'objectif déclaré est la défaite de toute résistance citoyenne, la marginalisation des « *différents* » et des plus faibles, la préférence nationale, le négationnisme climatique.

2. Divisés en quatre listes, les anciens partenaires de la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale (Nupes) sont condamnés à regarder l'affrontement droite macroniste - extrême droite. Chaque fraction de la gauche est condamnée à jouer sa partition au mieux, en espérant que le prix de ces tentatives de distinction ne soit pas une abstention massive de leur électorat potentiel. La division actuelle de la NUPES face à la montée des extrêmes-droites en Europe est incompréhensible pour la majorité des électeurs de la gauche et de l'écologie. Cette irresponsabilité partagée, malgré les appels à l'unité de toutes les composantes jeunes de la NUPES, va entraîner un résultat le 9 juin que tous anticipent déjà : une victoire électorale de l'extrême droite par KO, préfigurant les élections présidentielles de 2027.

Dans ce scrutin, il y aura une abstention massive. Cela ne signifie pas qu'il y ait une indifférence envers ce scrutin. Simplement, les millions d'électeurs de gauche et écologistes ne sont pas satisfaits de l'offre politique et de la division. Ils vont faire payer cher aux appareils politiques leur irresponsabilité. L'Europe vaut mieux que cette course de chevaux, que cette compétition électorale qui ne débouchera le 9 juin prochain que sur de nouvelles désillusions.

3. Peps considère que l'enjeu des élections européennes c'est d'abord la politique de l'Union Européenne. Or, aucune des listes de gauche ne remet en cause la structure même de l'Union. Nous estimons que l'Union actuelle qui n'est qu'une Union des États-nations, ne permet pas aux peuples de l'Europe d'exprimer leurs aspirations. Ni les Catalans, ni les Corses, ni les Basques, ni les Écossais, ni les Bretons, ni les Gallois n'y sont représentés. Les voyageurs (*Tsiganes, Manouches, Roms*), les diasporas immigrées extracommunautaires sont privées des droits minimum reconnus par la déclaration des droits de l'Homme de 1948. L'Europe est devenue une forteresse bordée par des cimetières en Méditerranée ou dans la Manche.

C'est pourquoi nous ferons campagne pour une Confédération Démocratique des Peuples d'Europe, à la fois contre tout Frexit et contre l'Union Européenne, forteresse d'États nations, fondée sur le seul marché, et construisant une Commission Européenne, embryon d'un État fédéral que nous rejetons.

4. Pour les élections européennes et les mobilisations à venir, pour construire une alternative politique, PEPS fera campagne sur son projet de « *Seconde Commune* » pour l'écologie de libération et le pouvoir populaire, qui se traduit en par la proposition de *Confédération Démocratique des Peuples d'Europe*.

PEPS défendra ces positions de rupture durant la campagne européenne, en débattant avec toutes les forces qui dépassent largement les rangs des organisations politiques actuelles et en agissant contre les Jeux Olympiques du fric, pour le droit à l'hospitalité pour nos frères et sœurs immigrés, pour les voyageurs, contre toutes les discriminations, pour l'égalité sociale et pour l'égalité des droits des droits pour les femmes, les LGBTQI, les non valides, pour la solidarité internationale avec les peuples palestiniens, kurdes et ukrainiens.

5. PEPS laissera la liberté de vote à ses adhérents et ses sympathisants entre les différentes listes de gauche et de l'écologie. Nous considérons que nous n'avons toutefois rien à voir avec celle du PCF anti-écolo, pro-nucléaire et celle du PS/Place Publique qui a fait le choix de tourner le dos au programme de la NUPES en revenant aux positions sociales libérales du gouvernement Hollande.

Une partie des camarades de PEPS votera pour la liste conduite par Manon Aubry, d'autres pour celles de Marie Toussaint, d'autres pour de « *petites listes* », comme celles des Décroissants ou des Animalistes, d'autres s'abstiendront. Dans la situation de confusion et de division politique actuelle, toutes ces positions sont respectables.

6. Une autre campagne aurait pu être engagée : une liste d'union dans les luttes aurait permis à des activistes reconnus par leur action et leurs convictions de donner une impulsion d'unité populaire à cette campagne.

Comme il n'en a rien été, nous considérons que l'élection de personnalités reconnues pour leur action dans le mouvement social, comme Antony Smith pour les droits des salarié-e-s, Leila Chaïbi pour son combat contre Uber, Rima Hassan, pour son engagement pour la Palestine, Damien Carême pour les droits des migrants, Daniel Ibanez pour sa défense des lanceurs d'alerte et son combat contre la Ligne LGV Lyon-Turin, l'ex secrétaire nationale des Jeunes écologues Camille Hachez sur la liste LFI, Benoit Bitaut pour son action pour une agriculture paysanne et Priscilla Ludowski pour sa contribution au mouvement des Gilets Jaunes sur la liste EELV constitueraient des signaux forts pour l'avenir.

Nous dénonçons la position de la direction d'EELV qui a exclu Bénédicte Monville de sa liste en raison de ses positions décoloniales et d'écologie populaire et a introduit une candidate Macron compatible. Nous affirmons notre solidarité avec Bénédicte Monville et ses amis de son courant unitaire « *La Tempête* ».

7. Après le 9 juin il faudra œuvrer, face à la menace de l'extrême droite, à la construction d'un Front Populaire écologiste et social porteur d'une perspective mobilisatrice. Cela passera par le développement de listes communalistes dans les villes et les villages au moment des élections municipales de 2026, qui sont pour l'écologie de rupture, un facteur essentiel de la recomposition politique à partir des communes.

Cela passera par le développement du pouvoir populaire et de l'auto-organisation dans les luttes sociales et écologistes.

Cela passera par le développement d'un projet de société : celui de la « *Seconde Commune* ».

PEPS, le 20 mai 2024

P.-S.

- PEPS. 20 mai 2024 :

<https://confpeps.org/la-position-de-peps-sur-les-europeennes/>